



NPA POUR UN
**NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE**
www.npa2009.org

NPA BRETAGNE : Notre démarche unitaire en Bretagne

Le 18 octobre 2009, la coordination régionale du NPA décide de s'adresser à l'ensemble des forces à gauche du PS, disposées à travailler à une démarche unitaire en Bretagne en vue des élections régionales de mars 2010. De fait, la FASE ⁽¹⁾ nous précède en invitant à une réunion unitaire régionale le 14 novembre 2009 à Saint-Brieuc.

Le 14 novembre à St Brieuc, notre secrétariat régional, réuni le matin même, désigne une délégation, mandatée pour intervenir sur trois points, fondamentaux pour nous :

- **le programme**, afin de vérifier que nous partageons vraiment certains éléments essentiels, et de cerner ce qui peut poser problème (refus des subventions à l'enseignement privé, au patronat, à la formation patronale ; emplois statutaires à la région ; transports gratuits ; abandon de l'aéroport de Notre Dame des Landes ; rupture avec le modèle agricole actuel...)
- **la fusion des listes** en vue du second tour, pour vérifier que les termes utilisés par les uns (fusion démocratique) et par les autres (fusion technique) ne recouvrent pas des réalités trop divergentes ;
- **la participation aux exécutifs**, dont nous savons tous qu'elle est au centre de la rupture du cadre unitaire national ; nous décidons de porter le débat au fond, de mettre en évidence les implications d'une telle participation, y compris sur le type de campagne que nous mènerions ensemble.

De cette réunion, regroupant FASE, GU, PG, NPA et communistes du Morbihan, retenons trois aspects :

- la présence de communistes du Morbihan semble donner une substance inattendue à la volonté de toutes les composantes d'aboutir à l'unité ;
- les questions programmatiques sont balayées d'un revers de main, étant entendu que, selon les représentantEs des organisations ou courant représentés, « nous sommes tout à fait d'accord là-dessus » !
- un vrai débat sur le fond, très intéressant, montrant plus que des nuances entre mais aussi au sein des différentes organisations présentes, concernant les exécutifs, et par là-même sur les différentes stratégies politiques à gauche (l'exemple de l'Italie revient plusieurs fois dans la discussion).

Fin de réunion confuse, car vers 16h la FASE distribue un texte qu'elle nous propose d'adopter... ce qui n'est pas raisonnable ! La GU suggère que ceux qui le veulent le signent tout de suite, quitte à ce que les autres se rallient ensuite ! Idée immédiatement rejetée par tout le monde... Le NPA propose alors de rédiger des amendements au texte de la FASE et nous nous mettons d'accord pour une nouvelle réunion le 23 novembre à Pontivy.

Le 23 novembre à Pontivy. Nous venons sur les mêmes mandats qui se traduisent par trois amendements, diffusés par courriel le matin même et sous format papier à l'entrée de la salle. En outre, le vendredi précédent, nous avons diffusé un message aux autres organisations, expliquant que nous viendrions à cette réunion dans le but de « ...ressortir (...) avec un relevé de conclusion commun, (...) qui prenne en compte les éléments sur lesquels nous nous serons mis d'accord, et qui cerne le plus nettement possible les éléments qui continuent de poser problème. »

Le dramatique exemple italien :

Au nom de l'unité, sans principe, contre Berlusconi, la gauche et notamment le Parti de la Refondation Communiste, se sont rangés derrière Prodi. Prodi a mené une politique de centre droit, poursuivant la guerre en Afghanistan ... La gauche n'y a pas seulement perdu son âme, elle a fait le lit du retour en force de Berlusconi. Il n'y a plus un seul député de la Refondation communiste au Parlement italien !
La question de l'unité est inséparable de la notion vitale d'indépendance de classe

De cette réunion, regroupant, outre les mêmes qu'à Saint-Brieuc, un nombre important de communistes du Morbihan, ainsi que Christian Troadec (maire de Carhaix), retenons trois aspects :

- 1 - une assistance nombreuse et enthousiaste, liée à la présence de nombreux communistes du Morbihan, révoltés par le résultat de la consultation au sein de leur parti, ainsi d'ailleurs que par les modalités mêmes de la dite consultation (question biaisée)

2 - un débat très animé mêlant débat général et discussion de nos amendements ; au cours des échanges, trois personnes s'expriment sur notre amendement relatif aux exécutifs :

«*Nous refuserons donc de participer à un exécutif dominé par le PS ou Europe Ecologie qui mènerait une politique libérale conforme aux exigences du patronat et de l'Union Européenne.* »:

- un représentant du **PG**, qui affirme que ce texte ne lui pose pas de problème, et qu'il le proposera au vote de l'AG régionale du PG qui se tient le 28 novembre ;
- un représentant de la **FASE**, qui affirme également que ce texte lui convient ;
- un élu **communiste** du Morbihan, qui dit que ce texte ne pose pas de problème, allant jusqu'à dire qu'il ne voit pas comment on pourrait ne pas être d'accord !

Personne ne dit le contraire... et Troadec intervient même pour dire que lui, il en est sorti, de l'exécutif !

3 - une position, tardive, mais très marquée de la GU, qui nous indique son désaccord avec l'amendement du NPA, et se propose de revenir avec un contre-amendement ; un militant des alternatifs intervient également en affirmant que, sur tous les amendements «*programmatisques*», il y a matière à contester...

Nous avons le sentiment, et cela semblait largement partagé, que nous étions près de l'accord, les deux dernières interventions remettent tout en cause, et nous donne une première indication inquiétante : certains veulent un accord mais sans le NPA, une sorte de Front de Gauche excluant le NPA.

Nous concluons alors la réunion en affirmant clairement notre position :

le fait que plusieurs camarades, représentatifs, se soient exprimés en faveur de notre amendement, nous semble de nature à permettre un cadre unitaire... nous manifestons notre bonne volonté et notre disponibilité en disant que des réécritures restent possibles, mais tout le monde l'a bien compris, nous ne reviendrons pas à Pontivy pour écrire le contraire de ce qui semble pouvoir permettre l'accord... Nous décidons alors de nous retrouver à Pontivy le 30 Novembre, afin de discuter des amendements de la GU (ou d'autres) au texte de la FASE amendé par le NPA⁽²⁾.

Le 30 novembre à Pontivy. Nous nous y présentons avec le texte de la FASE amendé par le NPA, lignes numérotées, double interligne, prêt pour une discussion crayon en main des amendements, avec la volonté d'aboutir ... Sauf que, si la GU nous a bien transmis le dimanche soir des amendements (nombreux, très longs), positionnés sur le texte lui-même, la FASE nous a transmis, elle... un nouveau texte (disons plutôt une réécriture du texte). Résultat, nous passons de très longues minutes à discuter... de quel texte nous allons partir, alors que le PG, le NPA, et même la GU, sont venus pour discuter du texte que nous apportons !

Les éléments importants de la réunion :

Les amendements de la GU sont, pour nombre d'entre eux, des provocations (petites ou grandes) à l'encontre du NPA ! Débat difficile, donc ! Certains sont retirés d'emblée (la référence au Front de Gauche), d'autres sont réécrits par nos soins, afin de garder ce qui est acceptable pour nous et de rejeter ce qui ne l'est pas (sur le fait de s'envisager majoritaires...).

Le PG intervient pour faire savoir que son AG régionale a validé le texte de la FASE amendé par le NPA, à une forte majorité, et que c'est maintenant son texte de référence.

Le comportement de la FASE bloque la réunion : comme nous ne partons pas de leur texte, ils nous le re-proposent, ligne par ligne, en amendements ! Cela alourdit le travail... et l'ambiance !

Le blocage survient sur un ensemble d'amendements et/ou de demandes de retrait de formules.

On veut gommer du texte tout ce qui va vers un programme de rupture, et renforcer, ligne par ligne, ce qui en fait un compromis de gestion raisonnable... en réalité, nous sentons une volonté de rendre le texte compatible avec un ralliement **politique** (et non une simple fusion démocratique de listes) au Parti socialiste et à la politique social-libérale de Le Drian au second tour.

Le programme, qui ne faisait soi-disant problème à personne, coince sur deux éléments qui ne sont pas des détails

Consultation du PCF Bretagne :

Une majorité (56%) vote pour ne pas exclure une liste d'union dès le premier tour, donc avec le PS.

Une minorité (42%) vote pour refuser toute hypothèse d'union avec le PS au 1er tour.

La seconde position arrive en tête dans le 29 (50,69%) et le 56 (58,32%).

Echanges sur le programme :

On (FASE et GU) nous demande d'enlever des phrases comme «*nous ne voulons pas gérer le système en nous contentant de le tempérer sur le plan social et écologique* » ou bien «*Nous voulons tourner la page des politiques de renoncement qui dilapident l'argent public pour les intérêts privés* », ou encore «*Cela suppose de ne pas se laisser enfermer dans le carcan budgétaire et institutionnel qui risque de se durcir encore avec la réforme territoriale annoncée* », mais d'ajouter «*d'utiliser les leviers institutionnels et budgétaires* », on nous annonce qu'il faudra bien gérer, qu'on ne va pas mettre la région en faillite, etc.

pour nous :

la phrase « *par l'arrêt de toute subvention, au patronat, aux lycées privés confessionnels, à la formation professionnelle contrôlée par le Medef* », pour nous vraiment élémentaire, devient un grave problème, tant sur les aides aux entreprises que sur le financement de l'enseignement privé (sans parler de l'apprentissage !) ; les formulations proposées sont pour nous inacceptables.

Vers 22h, nous (NPA) renonçons à chercher des formules de consensus sur de telles divergences. Nous demandons une suspension de séance, pour ne pas réagir « à chaud ». Nous revenons pour déclarer (en substance) :

Pour nous retenir, les camarades de la GU nous disent vouloir retirer leurs amendements. Après avoir fait un long et pénible blocage sur toutes les formules – pour ajouter les leurs mais aussi retirer les nôtres ! - ils sont étrangement prêts à tout enlever... et à commencer le débat sur les exécutifs.

Nous déclinons l'offre, considérant que le débat précédent éclaire cette question : la possibilité, que nos camarades veulent préserver à toute force, de participer aux exécutifs « si le rapport de force est favorable », ce qu'ils pensent estimer entre les deux tours, les conduit à écrire un programme édulcoré, exempt de ce qui pourrait fâcher !

Quelques instants plus tard, les représentants du PG quittent la salle. Nous les retrouvons au café d'en face, rédigeons ensemble un communiqué et décidons de nous rencontrer le 10 décembre à Pontivy.

Notre déclaration le 23/11 après la suspension de séance :

« Nous sommes venus à Pontivy, aujourd'hui comme le 23, pour vérifier ce qui fait accord – ou non - entre nous. Nous avons vérifié... Le débat montre que vous nous amenez en permanence vers des formules, vers une démarche conduisant à gérer la région sur l'orientation que le PS, majoritaire, nous imposera. Or, si nous voulons bien concéder des formules supposant que nous pourrions être majoritaires – ce que nous ne croyons pas compte-tenu de la situation sociale et des rapports de force politiques dans ce pays – nous ne pouvons accepter de nous laisser déporter dans cette direction : nous le redisons, nous voulons défendre un programme de rupture, nous ne voulons pas gérer le système en le tempérant, et nous ne voulons pas participer à une majorité avec les socialistes qui, évidemment, mèneront une politique sociale libérale – qui en doute ici ? »

Communiqué de presse commun NPA et PG Bretagne du 30 novembre 2009

Le Nouveau Parti Anticapitaliste Bretagne et le Parti de Gauche Bretagne ont participé à une réunion à Pontivy avec d'autres composantes de la gauche de la gauche le 30 novembre 2009. Ces deux partis font le constat que des désaccords politiques et programmatiques importants subsistent avec des organisations comme la Gauche unitaire ou la Fédération. Le NPA et le PG continuent à vouloir un accord en Bretagne pour présenter une liste de la gauche antilibérale et anticapitaliste en Mars 2010, liste qui défendra un programme de rupture, indépendante du Parti Socialiste et d'Europe Ecologie. Nous appelons toutes les organisations, militants et citoyens qui partagent cette idée à nous rejoindre.

Pontivy le 30 novembre 2009.

Depuis nous avons appris que les négociateurs du PG ont été brutalement mis en cause et désavoués par le PG national ... Mais ces manœuvres de dernières minutes ne nous décourageront pas dans notre volonté d'unité et d'indépendance vis-à-vis du social-libéralisme. Le jeudi 10 décembre, avec le PG 22, des militants du PG d'autres départements, l'AdOC (Association des Objecteurs de Croissance), des Objecteurs de Croissances individuels, des militants syndicaux et associatifs, nous avons lancé un appel public (cf communiqué). Nous pensons que la clarté ainsi faite avec un programme et une politique d'union sera un signe d'espoir.

Pourquoi l'unité proposée par le NPA Bretagne a-t-elle été rejetée ?

Après l'échec dans la recherche d'un accord au niveau national, le NPA Bretagne n'a pas ménagé ses forces pour y parvenir dans notre région. Outre les réunions de St Brieuc et Pontivy, le NPA a multiplié dans les départements des bilatérales avec les autres forces. Nous ne sommes pas venus avec un texte NPA, mais avons accepté de discuter du texte proposé par la FASE que nous avons amendé. Nous nous sommes inspirés des formulations les plus à même de recueillir le consensus. Ce texte a d'ailleurs reçu le soutien de représentants de diverses sensibilités, dont le PG..

Force est de constater que **nous avons sous-estimé le fait que certains ne venaient pas dans l'intention de faire l'unité de tous mais de reconstituer le Front de Gauche sans le NPA, voire de construire une machine de guerre anti-NPA.** Comment comprendre autrement qu'à chaque fois que nous approchions de l'accord, de nouveaux textes étaient sortis ?

Depuis le début nous avons joué la transparence et la loyauté. Nous n'avons subi aucune pression du NPA national, et dans notre secrétariat régional on retrouve toutes les sensibilités du NPA.

L'objectif était –il d'essayer de nous diviser entre soi-disant « durs » d'un côté et « unitaires » de l'autre comme certains le laissent entendre?

C'est mal connaître notre jeune parti. Si nous avons eu des appréciations différentes sur le débat national, c'est avec une grande homogénéité qu'a été votée lors des Assemblées Générales du NPA, confirmée par la Conférence Régionale du 5 décembre le mandat donné au Secrétariat Régional du NPA pour poursuivre les discussions avec la volonté d'aboutir à un accord.

Oui, nous voulions d'un accord, mais sans que personne ne soit obligé de manger son chapeau. Demander au NPA de vouloir aller en minoritaire gérer le Conseil régional avec le PS, ça ne pouvait pas être acceptable, c'était mis en avant pour nous exclure.

Faut-il rappeler que ceux qui expliquent qu'ils tirent à gauche le PS en gérant le capitalisme avec lui, se sont toujours fait satelliser ? Dans quel état l'Union de la Gauche a-t-elle laissé le PCF qui faisait 20% en 1969 ?

La dépendance avec le PS, la co-gestion avec le PS dans les Conseils Généraux, Régionaux ou au Gouvernement, ça sera sans le NPA ! Nous ne refusons pas de gouverner, mais à une condition, élémentaire, celle de pouvoir mener NOTRE politique, pas celle du PS.

Oui nous voulions un accord. Sans doute avons-nous sous-estimé le poids encore décisif de certains appareils nationaux et états-majors parisiens. La direction du PCF conduite par MG Buffet a mis tout son poids pour tenter de remettre dans le « droit chemin » les communistes du Morbihan, qui préféraient le NPA au PS. La direction du PG n'a pas fait mieux, en désavouant ses responsables et ses militants qui eux aussi voulaient un accord avec le NPA.

Le NPA Bretagne ne porte pas la responsabilité de cette dispersion maintenue, nous la regrettons. Nous maintenons notre porte ouverte, sur la base du texte qui était sur le point de faire accord le 23 novembre à Pontivy. Nous n'avons fait aucun préalable sur le fait que le NPA était devant le Front de Gauche lors des Européennes en Bretagne, nous avons toujours dit être prêts à discuter d'un partage équitable des têtes de listes départementales avec ceux qui choisiront le camp de l'unité dans la clarté et l'indépendance vis-à-vis du social-libéralisme ou du productivisme. Mais pour faire l'unité, il faut être deux ou plus, notre seule bonne volonté n'a pas suffi.

Ceux qui cherchent à affaiblir le NPA en seront pour leurs frais. D'ores et déjà, nous prenons toutes les dispositions pour nous mettre en ordre de bataille pour faire de cette campagne, un point d'appui pour les luttes, et une étape dans la construction d'une alternative claire au social libéralisme et ceux qui refusent de s'en détacher.

⁽¹⁾ **Sigles utilisés :**

CUAL : Collectif Unitaires Anti-Libéraux (regroupement au moment du référendum de 2005)

FASE : Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (regroupe les « Communistes unitaires », les « Alternatifs », une partie issue des « CUAL »)

FdG : Front de Gauche, coalition électorale du PCF du PG et de la GU.

GU : Gauche Unitaire, militants ayant rompu avec le NPA lors de sa fondation

PCF : Parti Communiste Français

PG : Parti de Gauche

PS : Parti Socialiste

AdOC : Association des Objecteurs de Croissance

⁽²⁾ **Texte de la FASE amendé NPA qui aurait dû permettre l'accord**

C'est sur ce texte que se sont rassemblés le jeudi 10 décembre : les représentants du NPA Bretagne, du Parti de Gauche des Côtes d'Armor de l'AdOC et, des militants du Parti de Gauche des autres départements bretons, des objecteurs de croissance, des syndicalistes, des militants associatifs

Protocole d'accord politique en vue de la constitution d'une liste unitaire aux régionales de mars 2010 .REGION BRETAGNE

De partout, venus de la droite au pouvoir, les coups pleuvent sur l'immense majorité de la population, sur fond de désastre écologique programmé et de régime politique liberticide. A gauche, les orientations sociales-libérales ont fait des ravages et provoquent silences, paralysies et compromissions sur la plupart des questions politiques, démocratiques, sociales et écologiques.

L'unité est nécessaire et essentielle. Elle se réalise déjà dans les luttes sociales avec l'ensemble des forces de la gauche antilibérale et anticapitaliste. Nous nous prononçons pour la constitution au premier tour d'une liste unitaire regroupant toute la gauche antilibérale et anticapitaliste.

En conséquence, se sont réunis [noms des partis, organisations, ...] à Pontivy pour construire une liste commune à l'occasion des prochaines élections régionales.

Nous voulons rassembler autour d'un projet donnant la priorité à nos vies par la réponse aux besoins sociaux, écologiques et démocratiques, contre les logiques capitalistes, libérales et productivistes.

Nous ne voulons pas d'une alternance sans changement, nous ne voulons pas gérer le système en nous contentant de le tempérer sur le plan social et écologique. Nous voulons porter un programme de rupture, décliné en mesures régionales, en lien avec les mouvements sociaux.

Nous voulons tourner la page des politiques de renoncement qui dilapident l'argent public pour les intérêts privés. Cela suppose de ne pas se laisser enfermer dans le carcan budgétaire et institutionnel qui risque de se durcir encore avec la réforme territoriale annoncée. Il s'agit de

mobiliser les fonds publics dans le strict intérêt des classes populaires et dans le cadre d'un plan conséquent de lutte contre le réchauffement climatique.

Cela passe notamment :

- par l'arrêt de toute subvention, au patronat, aux lycées privés confessionnels, à la formation professionnelle contrôlée par le Medef
- par la récupération des fonds publics versés aux entreprises qui ont licencié
- par la mobilisation des fonds publics pour l'emploi public territorial statutaire pour le développement du service public de formation professionnelle, les lycées publics
- par le développement des services publics de transports gratuits
- par l'abandon immédiat de projets inutiles, au coût exorbitant et écologiquement nuisibles comme la construction de l'aéroport de Notre Dame des Landes
- par la rupture avec le modèle agricole productiviste, afin d'amorcer la dépollution des sols, des eaux, et de régler le problème des algues vertes.

Notre alliance se pose en alternative de la recombinaison rose/orange/verte au centre qui s'affirme, pour imposer des politiques de transformation sociale, à la place des politiques d'accompagnement des « réformes » imposées par les tenants du néo-libéralisme.

Nous ferons tout pour battre la droite et sa politique dans les élections comme dans les mobilisations populaires. Nous nous engageons à faire barrage à la droite au second tour. C'est pourquoi, à l'issue du premier tour, nous proposerons au Parti Socialiste et à Europe Ecologie de procéder à la fusion démocratique de nos listes.

Il s'agira alors de constituer une liste à la proportionnelle de nos résultats respectifs du premier tour, sans chercher un accord programmatique au rabais scellé en quelques jours. En effet, cela ne ferait qu'invalider notre présence indépendante au premier tour et nous engagerait à assumer une solidarité de gestion pour toute une mandature.

Bien au contraire nous nous engageons à ce que nos éluEs conservent leur entière liberté de vote. Avec la même liberté, celles/ceux-ci voteront POUR les mesures positives, et il/elle/s voteront CONTRE toutes les mesures d'accompagnement des politiques libérales.

La possibilité de participer aux exécutifs régionaux dépend donc des rapports de force politiques et sociaux qui conditionnent la politique qui pourrait y être réellement mise en œuvre. Nous avons la volonté d'appliquer les points essentiels de notre programme, pas de faire le contraire de ce pourquoi nous sollicitons les suffrages des électeurs.

Nous refuserons donc de participer à un exécutif dominé par le PS ou Europe Ecologie qui mènerait une politique libérale conforme aux exigences du patronat et de l'Union Européenne. Nous refuserons bien évidemment toute alliance avec le Modem ou une quelconque organisation de droite.

Notre campagne, comme notre politique si nous sommes éluEs, aura pour objectif de permettre aux travailleurSEs et aux classes populaires d'imposer leurs exigences contre la politique du patronat et de la droite, et de porter ces exigences au conseil régional.

Nous souhaitons maintenant faire avancer la constitution de notre liste et élaborer ensemble un programme porteur d'une alternative politique, sociale, écologique et démocratique, à l'occasion de ces élections régionales en Bretagne.

Pontivy, le 10 décembre 2009



05/12/2009

Le cortège du NPA dans la manif des chômeurs à Rennes ; la recherche de l'unité dans les luttes et dans les urnes, cela se montre aussi... dans la rue !

La Majorité PS-PCF au Conseil Régional,

c'est en 2008 :

5,5 millions d'euros de subventions d'équipement et 6,5 millions en investissements, pour la Formation professionnelle PRIVEE.

C'est 21 millions d'euros d'investissements et 27 millions de fonctionnement pour les LYCEES PRIVES !

14 millions d'euros d'investissement vont aux ENTREPRISES PRIVEES au titre de l'action économique.

Sous couvert de « pôles de compétitivité », le CR ne craint pas de subventionner des entreprises qui travaillent sur des thèmes comme : « valider un nouveau concept de tête radar innovant pour des applications de type **surveillance** des pêches, de la pollution, des trafics illégaux ou de **l'immigration clandestine**, et assurer le sauvetage en mer ... »

L'Union Patronale interpro de Bretagne, le MEDEF breton, est financé avec nos impôts régionaux et touche 188 585 euros !

Même l'UIMM qui possède un trésor de guerre volé aux ouvriers, touche une subvention de 3200 euros de ce Conseil Régional « de gauche » !

C'est cette politique libérale, qu'il faudrait co-gérer dans l'Exécutif du Conseil régional ?